

**Texte publié dans la *Nouvelle Revue* du 23 mai 2008**

## **68 ET LA POLITIQUE AUJOURD'HUI**

Faut-il accepter l'héritage de Mai 68 ? Faut-il au contraire le répudier avec fracas, comme l'a suggéré Nicolas Sarkozy ? Ce mois de mai aura ouvert les vannes à un torrent d'analyses, de commentaires, de souvenirs, de témoignages sur ce mois crucial de l'histoire de France et, indirectement, de l'histoire globale. Mais convient-il réellement de s'écharper sur la qualité du legs d'un Mai 68 qui ne peut du reste être compris qu'à travers l'ensemble des événements ayant rythmé les années 60.

Comme homme politique, j'adopterai toutefois un point de vue différent. 68 a en effet entraîné un changement des mœurs en général, et des mœurs politiques en particulier. Droites et gauches ont fondamentalement muté durant cette période. La droite a dû faire face à un réquisitoire redoutable, qui l'a obligée à se repenser, à admettre des erreurs, un certain archaïsme, des procédés peu en phase avec les aspirations libertaires de la société. A contrecœur parfois, péniblement souvent, elle a essayé de s'adapter, à intégrer une nouvelle vision du monde, à reformuler un discours qui se heurtait à une profonde incompréhension.

La gauche aussi a changé durant ses années : le communisme à la mode soviétique a été rejeté et le socialisme a tenté de se moderniser, avec de nouvelles thématiques, au profit de « nouveaux » opprimés, comme la nature. Mais elle s'est aussi égarée en inventant de nouveaux avatars d'un marxisme qu'elle espérait encore sauver des mains de l'URSS. Toutes les variantes y sont passées, du maoïsme à l'anarchisme...

Quarante ans plus tard, le tableau est trouble. Le matérialisme a gagné, mais pas forcément dans son énoncé marxiste. Le capitalisme est omniprésent, s'emballe aussi, et déclenche des vagues d'antipathie loin à la ronde, comme l'a relevé récemment Pascal Couchepin. A coup de questions mal posées, le centre droite s'époumone à chercher des équilibres que l'air du temps s'évertue à déchirer, alors qu'une droite dure a fait son apparition, exigeant une politique de droite sans compromis. De son côté, la gauche multiplie les appels à l'Etat, à l'impôt, pour régler des problèmes qu'elle perçoit mal.

Et si la gauche profitait du 40<sup>ème</sup> anniversaire de Mai 68 pour entamer à son tour un processus de remise en question qui la fuit depuis toujours ? Elle a trop souvent dépesté du côté de la droite la source des maux de la société ; cela n'a pas changé avec l'émergence de l'UDC. Quoi qu'on en dise, la droite libérale a, depuis quarante ans, souvent accepté la critique ; et si la gauche s'y mettait aussi ?

Les problèmes d'aujourd'hui sont sans doute dus à un capitalisme mal maîtrisé, mais aussi à un socialisme qui a aligné les fausses solutions à des soucis réels, perdue dans ses illusions, et dans ses erreurs d'interprétation. Et si droite libérale et gauche apprenaient à dialoguer différemment, dans une reconnaissance symétrique de leurs propres erreurs, pour mieux répondre aux problèmes qui menacent la Suisse ? La liberté omnisciente qui règne aujourd'hui tend à nous échapper : son maintien, mais aussi les cautions qu'elle devra supporter, ne peuvent découler que d'un compromis, auquel gauche et droite peuvent adhérer, comme après la Seconde Guerre mondiale. La droite doit se réconcilier avec l'Etat, et la gauche cesser de voir en lui le seul ressort d'une liberté, dès lors en danger. Le jeu en vaut la chandelle !

Pascal Broulis, président du Conseil d'Etat